



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

94^e séance plénière

Mardi 25 juin 2024, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

En l'absence du Président, M^{me} Brandt (Royaume des Pays-Bas), Vice-Présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 26 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Conseil de sécurité

Rapport du Conseil de sécurité (A/78/2)

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Angola.

M. Da Cruz (Angola) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé la présente séance.

Ma délégation considère que le rapport du Conseil de sécurité de cette année (A/78/2) est un élément essentiel de la relation entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Je voudrais remercier le Mozambique d'avoir facilité l'adoption du rapport du Conseil de sécurité en mai (voir S/PV.9627), la République de Corée, Présidente du Conseil pour le mois de juin, d'avoir présenté le rapport à l'Assemblée générale (voir A/78/PV.93) et le Royaume-Uni d'avoir coordonné les efforts de préparation de ce rapport.

L'Angola félicite le Conseil de sécurité d'avoir présenté son rapport annuel à l'Assemblée générale conformément au paragraphe 24 de la Charte des Nations Unies. Ce rapport fournit un aperçu factuel des travaux du Conseil de sécurité en 2023. C'est la première fois qu'un rapport du Conseil de sécurité contient un chapitre

sur l'exercice du droit de veto, ce qui représente un pas positif dans le sens de plus de transparence et de responsabilité. Nous nous réjouissons également de l'inclusion de statistiques dans le rapport, notamment au sujet de la participation des femmes, ainsi que d'informations utiles sur le nombre de fois où un veto a été opposé. Nous encourageons le Conseil de sécurité à continuer de fournir à l'Assemblée générale un compte-rendu plus complet, substantiel et analytique de ses travaux.

Le monde est de plus en plus complexe et change très rapidement. Il n'en demeure pas moins que le Conseil de sécurité est tenu de remplir sa responsabilité principale de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous nous félicitons que la part de décisions adoptées à l'unanimité soit passée de 66 à 70 %. Toutefois, nous déplorons la paralysie institutionnelle et la lenteur du Conseil à régler les problèmes urgents qui menacent la paix et la sécurité, dont les conflits à Gaza et en Ukraine, la guerre bien moins médiatisée au Soudan et l'instabilité persistante dans l'est de la République démocratique du Congo.

Il est très préoccupant de constater que le Conseil de sécurité se trouve aujourd'hui dans une impasse, ses membres étant souvent incapables de prendre des décisions et celles-ci étant rarement appliquées lorsqu'ils en prennent. Cette situation souligne la nécessité de réformer le Conseil de sécurité, un organe essentiel de l'Organisation des Nations Unies au sein duquel l'Afrique et l'Amérique du Sud ne sont toujours pas représentées parmi les membres permanents. Nous réaffirmons la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Position commune africaine, telle qu'adoptée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, qui réaffirme la nécessité d'accorder aux États africains au moins deux sièges permanents ainsi que deux autres sièges en plus des trois sièges non permanents existants.

Nous considérons le Nouvel Agenda pour la paix et le Pacte pour l'avenir comme des occasions de renforcer encore les échanges et d'avancer dans la mise en œuvre des réformes tant attendues, conformément au processus de négociations intergouvernementales. La République d'Angola se félicite de l'adoption, en décembre 2023, de la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité, qui établit un cadre pour le financement prévisible et durable des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité au moyen des contributions statutaires des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous appelons les membres du Conseil de sécurité à accélérer les efforts pour assurer l'application complète de cette résolution.

Tandis que d'importants défis se posent dans le monde, y compris en Afrique, l'Angola reste attaché au multilatéralisme comme moyen d'établir un consensus pour préserver la paix et la sécurité internationales, promouvoir le développement durable et défendre les droits humains.

M. Videche Guevara (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica remercie le Royaume-Uni d'avoir rédigé l'introduction du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale de cette année (A/78/2) et remercie le représentant de la République de Corée d'avoir présenté le rapport à l'Assemblée générale ce matin (voir A/78/PV.93).

Nous soulignons l'engagement du Conseil de sécurité à respecter le calendrier fixé pour diffuser le rapport avant la fin du mois de janvier et parvenir à un accord pour le présenter à l'Assemblée en février. Nous constatons une augmentation des séances non programmées par rapport à 2022. Nous remarquons également que des questions et des statistiques relatives à la participation des femmes et des représentants de la société civile sont évoquées dans l'introduction du rapport. Il n'empêche que le rapport présente de sérieux problèmes. J'en retiendrai trois.

Premièrement, le rapport manque cruellement de fond. Il s'agit en réalité d'une simple compilation de résolutions adoptées par le Conseil, de lettres de la présidence du Conseil, de dates et de signatures ainsi que d'une liste de questions à l'ordre du jour. Le rapport ne précise

pas à quoi les votes, les désaccords et les avis exprimés ont abouti. Il s'agit là d'un problème que l'Assemblée signale au Conseil chaque année. Néanmoins, le Costa Rica se félicite des efforts déployés pour améliorer la transparence et le respect du principe de responsabilité en organisant, avec le Président de l'Assemblée générale, une consultation informelle avec les États Membres avant la rédaction du rapport. L'exercice de cette année a donné lieu à l'inclusion d'un paragraphe sur les questions de procédure, qui fait état de huit projets de résolution non adoptés en raison d'un nombre insuffisant de voix, de cinq cas dans lesquels le recours au droit de veto a empêché l'adoption d'un projet de résolution et d'un cas dans lequel l'usage du droit de veto a empêché l'adoption d'un amendement. Il s'ensuit que le Conseil a soumis six rapports spéciaux à l'Assemblée générale, conformément à la résolution 76/262. Le Costa Rica espère que les prochaines éditions du rapport perpétueront la pratique d'accueillir favorablement les idées et les suggestions de l'ensemble des États Membres.

Le Costa Rica demande en outre qu'il soit prévu de mener régulièrement des consultations et des séances de retour d'information avec les membres de l'Assemblée au cours du processus de rédaction afin que le rapport traduise un plus large éventail de points de vue et favorise une plus grande inclusivité. En effet, de manière générale, nous plaidons pour la rédaction d'un rapport annuel qui soit plus poussé et tourné vers l'avenir qu'une simple compilation.

Deuxièmement, le rapport annuel reste axé sur les problèmes de sécurité traditionnelle, ce qui pourrait réduire l'utilité du travail du Conseil de sécurité au vu des menaces actuelles et futures. Conscient du travail remarquable accompli par les membres élus pour intégrer de nouvelles questions à l'ordre du jour du Conseil, le Costa Rica recommande d'élargir le champ d'action du Conseil de sécurité afin d'apporter une réponse complète aux défis qui se posent.

Troisièmement, le rapport ne traite toujours pas correctement de l'importance de la coopération et de l'assistance internationales dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité. La valeur de la collaboration entre les États Membres et les organisations internationales risque dès lors d'être sous-estimée. Par conséquent, le Costa Rica préconise d'inclure une section consacrée à la coopération et à l'assistance internationales qui mettrait en lumière des exemples de collaboration réussie et proposerait des recommandations pour améliorer cette manière de faire à l'avenir. L'inclusion d'une

telle section permettrait de souligner l'importance de la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales dans l'objectif de renforcer leurs efforts conjoints.

Les États Membres doivent être disposés à s'investir davantage dans les questions de paix et de sécurité internationales, ce qui suppose d'assumer une plus grande responsabilité pour les échecs dans ce domaine, qui continuent de nuire à la légitimité et à la crédibilité de l'Organisation et du multilatéralisme en général. Il est essentiel que tous les États Membres travaillent ensemble avec détermination pour relever les défis actuels et futurs. Ce n'est qu'avec un engagement sincère et des actions concrètes que nous pourrions progresser vers un monde plus sûr et pacifique.

M. Mathur (Inde) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui de participer au débat de l'Assemblée générale sur le rapport annuel du Conseil de sécurité (A/78/2). Nous remercions les membres du Conseil de sécurité ainsi que le Secrétariat de l'avoir préparé. L'Inde se joint également aux autres États Membres pour féliciter les nouveaux membres élus au Conseil pour la période 2025-2026 (voir A/78/PV.86). Nous nous réjouissons à la perspective d'une collaboration constructive et positive avec eux.

La Charte des Nations Unies confère une grande importance au rapport dont nous discutons aujourd'hui. C'est ce qui ressort clairement du fait que ce rapport est prescrit dans une disposition distincte de la Charte plutôt qu'inclus dans la disposition relative aux rapports des autres organes de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport annuel du Conseil de sécurité sert donc à éclairer, à mettre en évidence et à analyser les mesures que le Conseil a décidées ou prises pour maintenir la paix et la sécurité internationales au cours de la période considérée.

Malheureusement, le débat sur le rapport annuel est devenu un rituel dépourvu de véritable substance. En outre, les rapports annuels se sont transformés en des recueils de détails sur les séances, les intervenants et intervenantes et les documents finaux. Par ailleurs, le fait qu'il n'a été possible d'établir que six rapports mensuels au cours de la période considérée traduit le manque d'intérêt total des États Membres pour ce rituel.

Dans sa forme la plus authentique, le rapport annuel devrait également constituer une analyse du fonctionnement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui sont le principal outil de maintien de la paix et la sécurité internationales. En réalité, nous constatons

que le rapport de cette année contient peu d'informations sur la gestion des opérations de maintien de la paix, les problèmes qui les compromettent et les raisons pour lesquelles certains mandats sont établis ou modifiés. Il n'est pas non plus expliqué quand ni pourquoi certains mandats sont renforcés, limités ou révoqués. Étant donné que la plupart des Casques bleus sont fournis par des pays non membres du Conseil, dont le mien, qui mettent la vie de leurs soldats en danger pour servir la cause de la paix internationale, nous plaidons fermement pour la mise en place d'un meilleur partenariat entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents.

Chaque année, ce n'est que par simple formalité que le rapport est présenté à l'Assemblée générale au cours du deuxième trimestre. Cette situation doit être corrigée. Il conviendrait de fixer des délais précis pour que le rapport soit achevé et communiqué à l'ensemble des membres de l'Assemblée générale et que le présent débat soit tenu plus tôt, et non vers la fin de la séance.

La plupart de ceux d'entre nous qui sont intervenus dans cette salle aujourd'hui ne seront pas satisfaits des travaux et du rapport du Conseil. Cependant, l'Assemblée générale ne peut ni reproduire les débats du Conseil, ni pallier ses insuffisances aux termes de l'Article 12 de la Charte. Nombre des défauts de fonctionnement du Conseil sont par conséquent d'ordre structurel. En cette année 2024, un an avant que l'Organisation des Nations Unies fête ses 80 ans, il est donc grand temps de faire en sorte que le Conseil soit en harmonie avec la responsabilité qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies, à savoir agir au nom de l'ensemble des Membres.

Il sera impossible d'atteindre cet objectif sans améliorer la composition des membres permanents et non permanents du Conseil. Nous restons convaincus que le seul remède au problème est de réformer le Conseil de sécurité dans son ensemble, ce qui implique d'augmenter le nombre de membres tant permanents que non permanents. Ce n'est que de cette manière que le Conseil pourra gérer efficacement les conflits en cours dans le monde ainsi que les défis mondiaux toujours plus complexes et intriqués auxquels la communauté internationale est aujourd'hui confrontée.

L'évaluation des performances étant devenue l'une des priorités de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de nos discussions sur les réformes de la gouvernance mondiale, le Conseil de sécurité doit également démontrer sa crédibilité et améliorer ses résultats. Nous espérons que les points de vue exprimés ainsi que les observations faites par les États Membres aujourd'hui

seront pris en considération de manière sérieuse dans le cadre de ce processus.

Enfin, plus tôt dans la journée (voir A/78/PV.93), une délégation a abusé de la présente instance pour exposer des récits infondés et mensongers, bien qu'il ne s'agisse pas d'une surprise. Je m'abstiendrai d'honorer ces observations d'une réponse afin d'économiser le temps précieux de l'Assemblée générale.

M. Al Shehhi (Oman) (*parle en arabe*) : Je fais cette déclaration au nom de la délégation omanaise dans le cadre de l'examen par l'Assemblée générale du point 26 de l'ordre du jour, « Rapport du Conseil de sécurité ». Il s'agit d'une question importante pour mon pays, étant donné le rôle essentiel du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et la sécurité internationales.

Je voudrais tout d'abord remercier le Président en exercice du Conseil de sa déclaration, par laquelle il a présenté le rapport sur les travaux du Conseil au cours de la période considérée (A/78/2) (voir A/78/PV.93). Le Sultanat d'Oman réaffirme sa position constante sur la nécessité de s'engager à respecter les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies ainsi que le droit international dans le cadre des travaux de l'Organisation et de ses organes constitutifs. Il importe de régler les différends par des moyens pacifiques et en s'abstenant de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, à moins que ce ne soit pour défendre les buts et principes des Nations Unies énoncés dans la Charte en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales.

Mon pays appelle par ailleurs l'attention sur le rôle central de l'Assemblée générale. Si nous nous félicitons de la résolution du Conseil en soutien à l'ensemble de mesures menant à un cessez-le-feu global et permanent dans la bande de Gaza (résolution 2735 (2024) du Conseil de sécurité), nous engageons le Conseil à prendre toutes les mesures nécessaires, sans sélectivité ni retard, pour mettre fin à l'agression en cours contre le peuple palestinien, y compris l'application des résolutions du Conseil de sécurité. Le Sultanat d'Oman s'associe aux autres États Membres qui ont demandé une révision du mécanisme de travail que le Conseil a utilisé à de nombreuses reprises ces derniers temps, à savoir l'exercice du droit de veto, afin qu'il soit employé d'une manière responsable et cohérente qui ne contrevienne pas aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, notamment ceux qui se rapportent à la défense du droit international et du droit international humanitaire, dans le but de préserver sa propre légitimité et crédibilité.

Le Sultanat d'Oman déplore le fait que le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure d'adopter le projet de résolution S/2024/312, qui visait à accorder à l'État de Palestine son droit légitime de devenir un Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Cet échec va à l'encontre du consensus international sur le droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination. Le Sultanat d'Oman souhaite également que la justice et la paix règnent dans le monde. Pour ce faire, il faudra bien sûr abandonner la pratique du deux poids, deux mesures et les considérations politiques nationales étiquées qui minent la crédibilité du Conseil de sécurité et compromettent les efforts internationaux visant à garantir la sécurité, la stabilité et la paix dans la région et dans le monde.

Pour conclure, le Sultanat d'Oman soutient pleinement l'Organisation des Nations Unies et juge que le Conseil de sécurité joue un rôle central et crucial dans l'établissement de la sécurité et de la stabilité aux niveaux régional et international. Il existe un besoin stratégique que le Conseil agisse conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies dans l'intérêt de la paix et la sécurité internationales. Pour ce faire, les questions relatives au Moyen-Orient inscrites à l'ordre du jour du Conseil devront être analysées sous de nouveaux angles. Nous appelons également le Conseil de sécurité à reconsidérer la demande déposée par l'État de Palestine pour devenir Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, car refuser de considérer cette demande nuit à la sécurité et à la paix dans la région du Moyen-Orient et dans le monde et compromet la crédibilité du Conseil.

M. Babo Soares (Timor-Leste) (*parle en anglais*) : Le Timor-Leste se félicite du rapport opportun du Conseil de sécurité (A/78/2). Nous remercions le Royaume-Uni d'avoir coordonné la rédaction du rapport et la République de Corée de l'avoir présenté à l'Assemblée générale (voir A/78/PV.93).

Le rapport donne un aperçu des activités menées par le Conseil pendant l'année 2023 en faisant ressortir ses priorités, ses actions et ses résultats. Il met en valeur les efforts déployés par le Conseil pour relever les défis en matière de paix et de sécurité dans le monde, notamment dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits, de la lutte contre le terrorisme, de la non-prolifération, de la consolidation et du maintien de la paix, de la protection des civils, des droits humains et de l'application du principe de responsabilité. Si nous savons l'importance du mandat du Conseil de sécurité, il importe

de relever que le rapport soulève des questions de responsabilité, parmi lesquelles la transparence des processus de prise de décision, l'inclusivité dans la représentation et la participation ainsi que l'efficacité de la réponse apportée aux problèmes mondiaux. Les orateurs et oratrices précédents ont abordé bon nombre de ces points.

Nous constatons également que le rapport fournit des statistiques sur la participation des femmes, la collaboration des organisations régionales, la consolidation de la paix et les questions de réforme du Conseil, particulièrement en ce qui concerne le droit de veto. Nous sommes d'avis que pour renforcer davantage la responsabilité du Conseil et améliorer la portée du rapport pour les États Membres, il est important de fournir une élaboration analytique allant au-delà de la simple présentation des statistiques des activités annuelles. Le rapport doit également donner certaines informations supplémentaires, ce qui suppose de mettre l'accent sur la transparence des processus décisionnels du Conseil, l'analyse de ses activités et les recommandations d'actions futures, une représentation et une participation plus inclusives, en particulier des jeunes et des générations à venir, des évaluations régulières des mesures prises par le Conseil et une collaboration élargie avec les parties prenantes, dont la société civile, les États en situation d'après-conflit et les communautés touchées.

Nous jugeons que le Conseil de sécurité pourrait renforcer son mandat, améliorer sa réponse aux problèmes mondiaux et favoriser l'avènement d'un monde plus pacifique et plus sûr en tenant compte des préoccupations et des recommandations précédemment exprimées, en analysant ses processus et en menant des réformes internes. Nous désirons également souligner le fait que le rapport rend toujours compte des mêmes difficultés mondiales rencontrées par le passé, comme les conflits en Palestine, au Myanmar et au Sahara occidental, sans parler du déclin du respect de l'ordre international fondé sur des règles et de la Charte des Nations Unies, qui sont des questions face auxquelles le Conseil de sécurité semble fondamentalement paralysé et incapable de répondre.

Concernant les petits États en développement et les États sortant d'un conflit, le rapport prend acte de leurs vulnérabilités et évoque les efforts déployés pour traiter leurs préoccupations, notamment dans le domaine des changements climatiques et de leurs conséquences sur la sécurité, de la réduction des risques de catastrophe et du développement durable. Nous souhaitons relever que les recommandations figurant dans le rapport pourraient aborder plus expressément les besoins et les priorités

propres aux petits États en développement et aux États sortant d'un conflit, tels que l'élévation du niveau de la mer et la protection des océans, le développement économique et le commerce, le renforcement des capacités et l'assistance technique, la bonne gouvernance, la sécurité alimentaire, la paix et la sécurité ainsi que les questions de développement économique en général. Les petits États en développement, les États sortant d'un conflit et les États fragiles seront encouragés à jouer un rôle plus actif dans l'intégration des recommandations du rapport à leurs programmes de développement ainsi qu'à renforcer leurs efforts pour atteindre les objectifs de développement durable. Pour ce faire, nous estimons que les petits États en développement, les États sortant d'un conflit et les autres parties prenantes doivent avoir la possibilité d'interagir avec le Conseil de sécurité pour faire valoir leurs priorités et les difficultés qu'ils rencontrent après un conflit, de formuler en des termes plus forts les engagements pris au sujet de leurs préoccupations et de leurs besoins spécifiques, de collaborer avec d'autres organisations internationales pour mieux faire entendre leur voix, de continuer à établir des partenariats et des coalitions pour défendre leurs intérêts ainsi que d'utiliser les conclusions du rapport pour éclairer leurs politiques nationales et régionales.

Pour conclure, le Timor-Leste se félicite du rapport et espère que ses préoccupations en tant qu'État seront prises en compte. Les petits États en développement et les États sortant d'un conflit auraient ainsi la preuve que leurs préoccupations sont honorées et prises en considération et qu'ensemble, nous pouvons œuvrer pour un avenir plus pacifique et durable pour tous.

M^{me} Horosanu (Roumanie) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons du rapport du Conseil de sécurité (A/78/2) et du débat sur ce point de l'ordre du jour (voir aussi A/78/PV.93).

Améliorer les relations entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale est un sujet d'intérêt que nous examinons également cette année dans le cadre du processus de redynamisation des travaux de l'Assemblée générale. Il apparaît de plus en plus évident que les Membres de l'Organisation des Nations Unies attendent que ces deux organes principaux entretiennent une relation plus coordonnée et collaborative, en particulier dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il s'agit là d'une conséquence logique du fait que l'Assemblée générale exerce concrètement au quotidien un rôle et une autorité qui se renforcent naturellement dans un

contexte politique de plus en plus dynamique, en réaction à l'évolution de la paix et de la sécurité internationales.

Une coopération accrue devrait permettre à l'Assemblée et au Conseil de se compléter, en privilégiant les moyens constructifs à leur disposition de s'entraider pour remplir les fonctions importantes prévues dans les mandats qui découlent de la Charte des Nations Unies. Maintenir les mandats actuels en l'état, en les appliquant toutefois plus efficacement pour renforcer la coopération entre ces deux organes des Nations Unies, améliorera également l'image publique de l'Organisation des Nations Unies et accroîtra l'efficacité de nos efforts collectifs en faveur d'une gouvernance mondiale performante.

Nous avons remarqué que le nombre de séances a augmenté en 2023 par rapport à l'année précédente. Cependant, cette augmentation n'a pas ouvert la voie à une approche plus intégrée du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le rapport rend compte d'un moment charnière dans les travaux du Conseil de sécurité, ce qui montre peut-être qu'il est plus urgent que jamais de mener des réformes.

Le retour du recours au veto est préoccupant. Il traduit la réticence croissante du Conseil à faire des compromis et à établir un dialogue qui ait du sens. Le droit de veto implique un devoir important et doit toujours être exercé dans le respect du principe de responsabilité et des valeurs et principes qui sous-tendent le système des Nations Unies.

Ma délégation trouve particulièrement inquiétant que le Conseil apporte un soutien de moins en moins unanime aux régimes de sanctions de l'Organisation des Nations Unies dans des contextes dans lesquels ces régimes continuent de servir des fins essentielles. Nous sommes également préoccupés par la diminution de l'empreinte du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies dans le monde.

Le Conseil a donné des preuves de force qu'il vaut la peine de mentionner. La Roumanie estime que le Conseil a rempli son mandat de soutien à la justice internationale en élisant cinq nouveaux juges à la Cour internationale de Justice (voir S/PV. 9471). Le Conseil a également privilégié le rôle de l'état de droit, ce qui est conforme à l'idée de défendre les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Le respect de la Charte et du droit international doit prévaloir sur les considérations nationales ou régionales de nature plus restreinte. Nous sommes également ravis de voir le Conseil aborder les questions d'intérêt majeur pour la communauté

internationale qui se font jour, telles que l'élévation du niveau de la mer et ses conséquences sur la paix et la sécurité. Les changements climatiques et la sécurité internationale sont de plus en plus intriqués, raison pour laquelle les membres du Conseil devraient surmonter leurs différends et essayer de convenir d'une manière de traiter ces questions à l'échelle globale, au-delà des considérations régionales.

Pour terminer, ma délégation encourage les membres du Conseil de sécurité à continuer d'effectuer des évaluations mensuelles. En 2023, moins de la moitié des membres ont procédé à de telles évaluations. L'élaboration de rapports mensuels permet à l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies de suivre de plus près l'évolution de la paix et de la sécurité.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique désire s'associer à la déclaration faite par le représentant de la République de Corée, Président du Conseil de sécurité pour le mois de juin (voir A/78/PV.93). Nous souhaitons également faire les observations suivantes à titre national.

En tant que membre élu du Conseil de sécurité, le Mozambique est attaché à la relation entre le Conseil et l'Assemblée générale. Cette relation est profondément enracinée et bien ancrée dans la Charte des Nations Unies elle-même. Plus précisément, le paragraphe 1 de l'Article 24 dispose ce qui suit :

« Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom ».

Nous sommes d'avis qu'il s'agit là de la pierre angulaire et du principe directeur de la relation entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Le fait que ce principe est entériné dans la Charte équivaut à admettre que la paix et la sécurité mondiales nécessitent une collaboration entre les deux organes principaux de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. En conséquence, la soumission annuelle du rapport du Conseil de sécurité n'est pas qu'une procédure obligatoire, mais un exercice essentiel de responsabilité collective qui vise à revitaliser et à renforcer la relation entre les deux organes principaux de l'Organisation.

Nous nous félicitons que le rapport du Conseil de sécurité de cette année (A/78/2) ait été adopté en mai sous la présidence mozambicaine du Conseil (voir S/PV.9627). Nous considérons que l'adoption et la soumission du rapport en temps opportun ont favorisé le débat qui se tient aujourd'hui à l'Assemblée générale, conformément aux demandes de l'ensemble des Membres. La période considérée fait ressortir la recherche d'un équilibre entre les responsabilités singulières du Conseil et la nécessité d'inclure et d'accommoder l'examen minutieux de l'ensemble des Membres, au nom desquels le Conseil agit.

La transparence garantit que les États non membres du Conseil sont informés des délibérations du Conseil et qu'ils ont la possibilité d'exprimer leur point de vue. En effet, comme indiqué dans le rapport, seules 19 des 290 séances tenues par le Conseil au cours de la période considérée étaient des séances privées. Le Mozambique salue les efforts menés par les 15 membres du Conseil pour multiplier et renforcer les échanges avec les pays non membres, qu'ils soient concernés ou non par les questions examinées au sein de l'organe.

Nous nous félicitons du mandat de l'Assemblée de débattre de toutes les questions qui font l'objet d'un veto au sein du Conseil (résolution 76/272), qui favorise l'évaluation et le dialogue dans le cadre des différentes sessions et séances concernées. Bien que l'exercice du droit de veto soit un mécanisme légitime en vertu de la Charte, nous estimons qu'il doit être utilisé de manière judicieuse et avec prudence, c'est-à-dire conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies énoncés au paragraphe 2 de l'Article 24.

En tant que pays africain membre du Conseil, le Mozambique est honoré d'y apporter sa modeste contribution. Parmi d'autres activités, sous notre présidence en mars 2023, le Conseil de sécurité a repris ses missions sur le terrain après une pause imposée par la pandémie. En mars 2024, en tant que coordonnateur des 10 membres élus du Conseil de sécurité et avec l'aide de tous les membres du Conseil, le Mozambique s'est vu confié la responsabilité d'organiser l'adoption de la résolution 2728 (2024) du Conseil de sécurité.

Nous nous félicitons également du rôle joué par le Groupe de travail spécial du Conseil sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, que le Mozambique préside actuellement. Le Groupe de travail spécial est un outil important qui contribue à renforcer la relation entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, relation qui a été encore renforcée par l'adoption de la résolution 2719 (2023) du Conseil de

sécurité, que le Mozambique a rédigée en collaboration avec le Gabon et le Ghana. Nous sommes déterminés à continuer de travailler à une application plus productive de cette importante résolution.

Les réunions consultatives annuelles conjointes et les échanges entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine constituent un modèle d'application innovante du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies sur les arrangements régionaux. Nous espérons que la réunion à venir entre ces deux organes au mois d'octobre témoignera une fois de plus de leur relation productive.

Je m'en voudrais de ne pas évoquer le rôle important et novateur que jouent les membres africains actuels du Conseil, à savoir l'Algérie, la Sierra Leone et mon propre pays, le Mozambique, ainsi que le Guyana. Ce groupe joue un rôle fondamental dans les travaux du Conseil en faisant entendre la voix de l'Afrique, de la Communauté des Caraïbes et de l'ensemble des Membres. Cet arrangement permet à la diaspora africaine dans sa globalité d'avoir une voix permanente au Conseil, bien qu'elle ne dispose pas de siège permanent dans cet organe en raison d'une injustice historique.

Nous souhaitons saluer l'engagement des membres du Conseil en faveur de la transparence, de l'inclusivité et de la réforme globale des méthodes de travail du Conseil. Malgré un environnement difficile et de nombreux points chauds, les membres du Conseil ont réussi, en 2023, à négocier le renouvellement de mandats et de régimes de sanctions ainsi qu'à poursuivre leurs travaux essentiels. Cette situation s'explique en grande partie par les innombrables heures que les membres du Conseil passent à gérer de multiples crises au nom des Membres, que ce soit sous l'œil du public ou non. Nous sommes convaincus que le Conseil demeure une pierre angulaire de l'architecture de sécurité collective sous-tendue par la Charte. Bien que le Conseil soit au cœur des efforts menés par l'Organisation pour maintenir la paix et la sécurité mondiales, l'Assemblée a la responsabilité et la légitimité d'examiner les actions du Conseil et de lui formuler des recommandations.

Le Mozambique souhaite rendre un hommage sincère au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour son dévouement exceptionnel à la cause de la paix et de la sécurité internationales, à la Charte, à l'Organisation dans son ensemble et au Conseil en particulier. Grâce à une vision plus large des buts et principes inscrits dans la Charte et à une appréciation plus profonde du rôle d'impulsion qui est à la base de l'Organisation

des Nations Unies, nous pouvons renforcer la relation symbiotique entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, qui est essentielle et déterminante pour le succès de l'Organisation.

M. Pary Rodríguez (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, nous remercions le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé les séances d'aujourd'hui pour examiner le rapport du Conseil de sécurité (A/78/2), conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Nous remercions également S. E. le Représentant permanent de la République de Corée d'avoir présenté le rapport en sa qualité de Président du Conseil de sécurité (voir A/78/PV.93).

Comme les orateurs et oratrices précédents l'ont déjà mentionné, les membres du Conseil de sécurité, conformément aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, agissent au nom de l'ensemble des Membres et sont responsables de maintenir la paix et la sécurité internationales. Le mandat du Conseil est essentiel pour garantir un monde dans lequel la stabilité et la sécurité prévalent pour tous les États Membres. Nous apprécions à sa juste valeur la détermination du Conseil à accomplir cette tâche et prenons acte des difficultés qu'il rencontre en essayant d'équilibrer des considérations et des besoins variés sur la scène internationale.

C'est pourquoi nous considérons que la présentation du rapport du Conseil à l'Assemblée générale marque un pas en avant vers la transparence et la responsabilité. Cependant, nous aurions souhaité que le Conseil produise un rapport de fond plus analytique qui traite des points de divergence et de convergence ainsi que de la manière dont le rôle de l'organe pourrait être amélioré. De fait, il conviendrait que le rapport ne se réduise pas à un simple compte-rendu des activités et des déclarations importantes faites par les États Membres. Un rapport plus détaillé et critique offrirait une meilleure compréhension des dynamiques internes du Conseil et permettrait aux États Membres de fournir des retours d'information plus constructifs. Ce type d'analyse est essentiel pour évaluer véritablement l'efficacité du Conseil et déterminer les domaines dans lesquels des efforts sont nécessaires pour que tous les États Membres parviennent au consensus le plus large et le plus durable possible.

Nous soulignons également l'importance des rapports d'évaluation mensuels de la présidence ainsi que des séances d'information au début de chaque présidence du Conseil de sécurité. Ces mécanismes sont indispensables pour maintenir un dialogue continu avec les Membres. Ils offrent une vision claire des priorités et de

l'approche qui seront adoptées au cours du mois considéré, ce qui est essentiel pour garantir une coordination efficace et une réponse adéquate aux défis qui se posent.

Nous sommes par ailleurs préoccupés par le fait que la capacité à adopter des résolutions à l'unanimité a diminué sous les dernières présidences, de même que le recours au veto a augmenté. Ce phénomène traduit un manque d'unité, alors que celle-ci est essentielle à l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement de son mandat. L'unité du Conseil est un critère déterminant dans sa crédibilité et dans la confiance que la communauté internationale lui accorde.

La diminution du nombre de résolutions adoptées à l'unanimité et l'augmentation du recours au veto indiquent une polarisation croissante qui nuit à une prise de décisions efficace et en temps voulu. Cette tendance est inquiétante, et il faut y remédier de toute urgence pour éviter que le Conseil ne devienne une arène d'affrontement plutôt qu'un espace garantissant la paix et la sécurité internationales.

Nous regrettons que l'action du Conseil ait été limitée sur des questions fondamentales. Seules deux résolutions ont été adoptées au sujet de Gaza en Palestine cette année (résolutions 2728 (2024) et 2735 (2024) du Conseil de sécurité) et il a été impossible d'assurer leur mise en œuvre, ce qui a sapé la crédibilité du Conseil et sa capacité à agir à des moments critiques pour protéger la vie des civils et maintenir la paix dans la région. Le génocide à Gaza illustre clairement comment l'inaction et l'absence de consensus peuvent conduire à une forte détérioration de la sécurité et du bien-être des populations touchées. Le Conseil doit trouver des moyens de surmonter ces obstacles et d'agir de manière décisive pour protéger les droits humains et maintenir la paix et la sécurité internationales.

Pour terminer, nous réaffirmons la nécessité de réformer le Conseil de sécurité dans son ensemble et en urgence afin qu'il puisse relever les défis actuels et futurs de manière adéquate, en étant plus représentatif et responsable dans son travail. Le Conseil doit être réformé de manière à élargir la représentation géographique, notamment celle des régions qui ne siègent pas au Conseil, à accroître la participation des membres élus à la prise de décision et à réviser les méthodes de travail afin d'améliorer la transparence et le respect du principe de responsabilité. Ce n'est qu'en réformant véritablement le Conseil en profondeur que nous pourrions garantir qu'il est en mesure de remplir son mandat dans un monde de plus en plus complexe et en constante évolution.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Nous avons entendu le dernier orateur au titre de ce point de l'ordre du jour.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport du Conseil de sécurité publié sous la cote A/78/2 ?

Il en est ainsi décidé (décision 78/554).

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 26 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 15 h 55.